

## De l'Europe-Monde a l'Europe dans le Monde

Musée de l'Europe, Bruxelles, le 18 avril 2002

Musée Grévin/ Musée de l'Europe

- 1 point commun : autant de contemporains que d'ancêtres
- 1 différence : les contemporains ne sont pas en cire. Ils sont célèbres mais, Dieu merci, bien vivants.

Il existe une filiation européenne : entre les pères de l'Europe, les dirigeants d'aujourd'hui et la nouvelle génération de leaders; je relève en effet une continuité - tantôt de l'ordre de la dynastie (je pense à Antoinette Spaak), tantôt de l'ordre de la famille d'esprit (je pense à Etienne Davignon). Et puis il y a ceux qui, comme Guy Verhofstadt, trouvent l'Europe sur leur route, s'en éprennent et s'engagent avec elle dans une idylle fulgurante et il en sort le Conseil européen de Laeken qui, en lançant la Convention, a donné un nouvel espoir à l'Europe.

Mon propos se situe dans le droit fil de Laeken et de la mission de la Convention, car je soutiens que c'est le projet européen qui doit porter l'aggiornamento institutionnel. C'est en effet ce que nous voulons faire de l'Europe, avec l'Europe, qui va justifier de quelles institutions nous avons besoin.

La raison d'être de l'Europe dans le passé : la paix dont la réconciliation franco-allemande était la condition nécessaire !

La raison d'être aujourd'hui : maîtriser la globalisation.

Deux voies :

a) construire une Europe forte par

- sa puissance économique : c'est l'enjeu de la compétitivité ;
- sa cohésion : c'est l'enjeu de la solidarité.

Le modèle européen tient à cet équilibre que nos pays ont réalisé, dans le cadre national, dans les 30 Glorieuses et qu'il nous faut reconstituer au niveau européen.

C'est d'abord la marge de politique macro-économique que l'euro nous restitue, mais que nous n'osons pas encore exploiter en passant à un policy-mix plus flexible sans compromettre ni la stabilité monétaire, ni la soutenabilité de l'endettement public. C'est aussi l'équilibre entre le politique et le marché, qui est au cœur de notre projet industriel :

- les politiques du marché intérieur et de la concurrence, certes, qui font progresser l'intégration passive, par voie de déréglementation et de libéralisation, le cas échéant bordée de mécanismes nationaux (énergie, telecom) ou communautaires (sécurité alimentaire, maritime, aérienne) de régulation
- mais aussi la mobilisation de la puissance publique européenne dans de grands projets "industrialisants" par des interventions plus directes (R.D, infrastructures transeuropéennes, environnement, industrie d'armements).

La stratégie de Lisbonne nous a mis sur la voie ; mais elle est biaisée par le décalage entre le mécanisme institutionnel de libéralisation (le plus souvent le VMQ et les pouvoirs de gestion de la Commission) et celui de l'harmonisation notamment fiscale, sociale ou en matière de brevet et de société européenne (unanimité). D'où une progression insatisfaisante :

- des blocages dans l'harmonisation;
- et, en retour, des demi-mesures dans la libéralisation (ex. électricité, avec le risque d'une dérive du modèle européen de son ancrage dans l'économie sociale de marché vers un modèle étranger à notre tradition.)

b) Agir dans le monde et sur le monde

La mondialisation est portée par le capitalisme de marché qui lui imprime sa marque :

- efficacité (voir avancées technologiques précieuses pour concilier croissance économique et démographique avec enveloppe fixe de ressources naturelles; voir économies émergentes en Asie de l'Est, précédent porteur pour le rattrapage du Sud)
- inégalité (voir inégalités croissantes dans nos sociétés et entre nos sociétés - dents de scie en Amérique Latine, stagnation PIB/t en Med. et recul en Afr. SS ; voir aussi menaces sur l'environnement : effet de serre et biodiversité).

La question n'est pas de savoir si on est pour ou contre la mondialisation, mais quelles marges de manœuvre la politique peut retrouver sur le marché au niveau mondial.

Je viens de dire que l'Europe a la bonne dimension pour s'inscrire avantageusement dans l'économie mondialisée tout en préservant l'originalité de son modèle - pourvu qu'elle se fixe un projet et se donne la capacité institutionnelle de le mettre en oeuvre.

Mais le monde attend davantage de l'Europe, et ce d'autant plus que le poids relatif de l'Europe s'accroît avec chaque élargissement; de son côté, l'Europe doit répondre à cette attente et agir comme une puissance bienveillante, non seulement en vertu de principes éthiques supérieurs, mais au nom de ses intérêts et de sa sécurité.

L'UE ne peut en effet pas, à la différence des Etats-Unis, rechercher dans la supériorité stratégique la clé de sa sécurité. Elle doit donc éviter de se laisser aspirer dans une approche excessivement sécuritaire de la globalisation dont elle n'a de toutes façons, pas les moyens et que sa situation géopolitique - au voisinage de la Russie et du monde arabe - rend très aléatoire.

L'Europe doit donc poursuivre sur la route alternative vers la sécurité qu'est la construction d'un système multilatéral et multipolaire à partir des piliers existants. En effet, il existe aujourd'hui un archipel de gouvernance mondiale : l'OMC, les Institutions de Bretton-Woods et les organes de normalisation et de coopération des NU - entre lesquels il faut assurer une cohérence par un forum (commencer par un nouveau G8 : soit un G3 - USA, UE, Japon - auquel se joindraient les grands ensembles régionaux et les plus grands pays du Sud, en prélude à un Conseil de Sécurité économique).

L'UE doit entraîner les Etats-Unis sur cette route : c'est le privilège d'alliés responsables de les détourner de la tentation et du piège de l'unilatéralisme.

L'UE doit chercher à orienter la gouvernance globale vers deux priorités :

- Une convergence réelle entre Nord et Sud (y compris Russie et Asie centrale dont il dépendra pour partie de nos politiques de faire des partenaires stables et sûrs ou des Etats parias à nos portes)

- Mais sujette à une maîtrise des enjeux environnementaux (énergie, eau, terres arables).

Revoyons le rôle récent de l'UE dans ces trois piliers.

- Le commerce : unie autour d'un projet (accès au marché, règles et intégration des PVD), l'UE pèse et gagne. Voir Doha (avec les Etats-Unis).
- Les normes : unie autour d'un projet - Kyoto - l'UE construit un consensus. Voir Marrakech (malgré les Etats-Unis).
- La finance : l'UE, premier donneur d'aide et de préférences commerciales persiste dans un statut de deuxième classe dans les IFIs de BW malgré l'avènement de l'euro et en dépit de son statut de première puissance épargnante du monde et de premier donneur d'APD. Le prix à payer de cet effacement consenti de l'Eurogroupe est la faible influence de l'UE dans les tâches clés de stabilité financière et d'appui - conditionnée à des réformes - aux économies émergentes qui restent données par les Etats Unis (magistère de pensée, instrumentalisation stratégique et promotion de leurs intérêts commerciaux et financiers).

Quelle leçon tirer de ces expériences sinon que l'Union Européenne a une capacité certaine de peser vers le double objectif assigné à la gouvernance globale que je relevais plus haut - la convergence Nord-Sud et la soutenabilité environnementale - pourvu qu'elle agisse dans l'unité.

Mais une telle unité doit plonger ses racines profondément dans des valeurs vécues, c'est-à-dire dans un modèle proprement européen.

Elle doit aussi s'exprimer dans des formes institutionnelles efficaces de représentation externe fondées sur

- Une seule voix,
- VMQ de la position commune,
- Fusion des piliers 1 et 2

Depuis un demi-siècle, l'Union est le laboratoire d'une libéralisation maîtrisée, avec certains trous (la concurrence fiscale et sociale, le déficit d'une puissance publique européenne), mais qui sert de référence au monde pour réconcilier libre échange et développement durable.

Telle est la contribution au monde qui se construit : originale, ambitieuse, réaliste.

L'Union Européenne développe, après le temps des grandes découvertes, des conquêtes et des empires coloniaux, un nouveau rapport au monde auquel sa diversité culturelle d'origine et sa multiculturalité récente - pourvu qu'elle soit assumée et vécue comme richesse - la préparent bien. Ce rapport, il n'est pas hégémonique, même s'il est évident que l'UE ne peut pas faire l'économie d'un renforcement de son outil défensif, prix de sa sécurité et de son indépendance ; il n'est pas fondé sur une vision sécuritaire ; il est fondé sur l'ouverture et le partage, sur l'affirmation de la part d'universalité que comporte l'européanité : le respect intransigeant de la dignité de la personne humaine qui implique la liberté, la justice, l'égalité entre les femmes et les hommes, la solidarité entre les peuples et avec ce peuple de l'avenir que forme la cohorte des générations à venir. Voilà la raison d'être de faire l'Europe aujourd'hui. Voilà ce dont la Convention, je l'espère, débattrà.